

**UN PLAN D'ACTION...
POUR UNE ANNÉE D'ÉLECTIONS**

Ce n'est pas si courant : on a déjà vécu des années électorales vides de tout mouvement, on a déjà entendu les collègues nous dire qu'ils attendaient, que tout se jouerait dans les urnes. Mais cette année, ce n'est pas le cas. Parce que nous le savons tous : si « ce n'est pas la rue qui gouverne », c'est en tout cas les mobilisations, les mouvements sociaux qui empêchent les politiques de tout bord de verser dans le tout libéral, de mettre à mal les services publics, de détruire les acquis et les solidarités. C'est le formidable mouvement de la jeunesse (entraînant la population et permettant l'unité syndicale la plus large) qui a fait échec au CPE et fait reculer ainsi la précarisation du travail pour tous. La jeunesse ne s'est pas résignée : elle a eu ce formidable élan, cette pugnacité qui lui a permis de gagner.

Dans l'Éducation, cette année, nous non plus, nous ne désarmons pas ! Notre mouvement s'inscrit dans la durée, il est fort et puissant (deux dernières grèves majoritaires), et il traduit bien d'une part l'exaspération des personnels, d'autre part leur détermination à ne pas permettre que l'on détruise ainsi nos statuts, et le service public d'éducation.

Encore une fois, les personnels du 2nd degré seront en grève mardi 20 mars. Ils comptent bien peser sur les choix politiques à venir : parce qu'il n'est pas question de laisser faire sans réagir, parce que de part et d'autre, les présidentiables dessinent des contours très libéraux pour l'Éducation, et que cette Ecole-là, nous n'en voulons pas !

C'est maintenant qu'il faut agir pour peser sur les débats, c'est le moment de se faire entendre, en grève, dans la rue, pour défendre nos métiers et l'École de demain.

Véronique PONVERT, Collège Léo Lagrange, Le Havre.

**CONTRE LES VIOLENCES
FAITES AUX FEMMES**

**MANIFESTATION NATIONALE
SAMEDI 24 MARS**

14h30 RÉPUBLIQUE, PARIS

En France, une femme décède tous les trois jours sous les coups de son compagnon (Étude nationale des décès au sein du couple, Directions générales de la police nationale et de la gendarmerie nationale. Bilan des 9 premiers mois 2006).

60% des appels nocturnes de Police secours à Paris concernent des violences conjugales (Enquête Droit des Femmes 1988). 48000 femmes sont violées par an et seulement 8% portent plainte (Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France 2002).

Et pourtant en France il n'existe pas, gravé dans le marbre de la loi, de politique de prévention systématique contre les violences faites aux femmes, ni de prise en compte des violences psychologiques par exemple. Toutes et tous à Paris le 24 mars !

**MAINTENIR COÛTE QUE COÛTE LA PRESSION :
LE 20 MARS, TOUS EN GRÈVE !
TOUS DANS LA RUE !**

Les journées de grève du 18 Décembre et du 8 Février dans l'Éducation Nationale ont été **d'incontestables succès**. Elles ont montré l'ampleur du mécontentement des enseignants à l'encontre du décret De Robien et de l'ensemble de la politique gouvernementale.

En ce printemps marqué par des échéances présidentielles imminentes et lourdes de conséquences, nous devons plus que jamais **maintenir la pression** notamment en nous appuyant sur le nombre grandissant des **actions locales** (report ou boycott d'examens blancs, grèves académiques, journée collège ou lycée mort, ...).

Les DHG, catastrophiques dans les collèges et les lycées, entraînent des **conditions de travail** de plus en plus **insupportables** pour un nombre grandissant de collègues : service à cheval sur deux ou trois établissements, complément de service dans une discipline différente de celle de recrutement, classes surchargées notamment dans les EP1,

Pour toutes ces raisons, nous devons **continuer notre lutte et amplifier l'action** : devant l'ampleur de ces attaques, ne pas bouger, **c'est se résigner au pire**.

Refusons la fatalité ! Refusons les suppressions de postes !

Exigeons plus que jamais l'abrogation du décret De Robien !

Sarah Maury-Lascoux, Collège Henri Wallon, Le Havre.

**STAGE ACADÉMIQUE DE L'ÉE :
9 ET 10 MAI, AU HAVRE**

Au programme cette année : loi de prévention de la délinquance ; socle commun, PPRE, évaluation ; classes préparatoires et université ; l'École émancipée dans la FSU...

Un programme plus détaillé sera publié dans notre prochain bulletin. Pour demander un modèle d'autorisation d'absence pour participer à ce stage, nous écrire.

AUX ADHÉRENTS DU SNES

L'École émancipée présente une liste à l'élection pour renouveler les instances du SNES. Si vous souhaitez figurer sur cette liste, écrivez-nous !

QUAND L'ORIENTATION DEVIENT INSERTION...

Les dernières audiences ministérielles auxquelles a participé le SNES ont pour objectif de scinder le corps des CO-Psy en deux. D'un côté des psychologues qui n'effectueraient plus que des bilans psychologiques, de l'autre, des conseillers en orientation – non psychologues – qui s'occuperaient exclusivement d'insertion. Dans cette conception, il ne s'agit plus d'aider le jeune et sa famille à comprendre les enjeux de son parcours de formation et d'arriver à obtenir le plus haut niveau de qualification possible. Il ne s'agit pas non plus d'aider le jeune à mettre en oeuvre les conditions de sa réussite scolaire : en lui apportant un soutien et un suivi conséquents. Pour le ministère il n'est pas davantage question pour les CO-Psy de promouvoir l'aide à l'adaptation et le suivi des élèves en complémentarité avec les autres membres de l'équipe éducative.

Ainsi, les jeunes des milieux les plus défavorisés seront orientés très tôt vers les filières les moins coûteuses. La réussite scolaire et la construction identitaire de ces jeunes-là n'a aucune importance puisqu'ils seront « destinés » à certaines formations et pas à d'autres. On voit bien pourquoi la qualification de psychologue gêne le ministère. Le ministère se fiche de la construction de la personnalité de l'élève, à la projection qu'il peut avoir de son propre avenir, à ses difficultés présentes et/ou passées qu'il s'agit de prendre en charge afin qu'il puisse réussir scolairement. Le ministère veut insérer, et l'insertion immédiate ne requiert aucune émancipation du jeune, aucune identité propre que chacun peut se forger.

Dans le même esprit, les entretiens 3^{ème} ou les futurs entretiens 1^{ère} ont pour objectif de faire reposer une tâche supplémentaire aux enseignants, qui deviennent les « hommes et femmes à tout faire » au sein de l'école, en attendant l'arrivée de conseillers d'orientation et d'insertion. Nous réaffirmons notre attachement à une école émancipatrice pour le jeune, école ambitieuse qui nécessite des conseillers d'orientation-psychologues prenant en compte les projets des jeunes et pas ceux que les entreprises locales ont imaginés pour eux. Pour les mêmes raisons, l'EE demande la suppression des 3^{ème} découverte professionnelle 6h, véritables sas de la nouvelle conception de l'orientation scolaire voulue par le ministère : l'insertion immédiate.

David COULON, CIO Lillebonne.

BILAN DES RÉSEAUX AMBITION RÉUSSITE DANS LE 1^{ER} DEGRÉ

A la rentrée 2006 ont été créés les RAR (Réseaux Ambition Réussite). A grand renfort de battage médiatique, le gouvernement a annoncé des moyens supplémentaires pour les établissements classés EP1.

Au mois de janvier 2007, tous les RAR du Havre ont été évalués par l'IA. Les principaux des collèges ont tout fait pour que le bilan soit positif, et visiblement le spectacle a été apprécié !

Mais dans les écoles primaires qui appartiennent aux Réseaux Ambition Réussite, quels sont réellement les moyens donnés ? On a donné aux écoles des assistants pédagogiques pour quelques heures, alors que, dans le même temps, tous les postes d'enseignants surnuméraires (enseignants intervenant en plus des maîtres des classes pour les CP et les CE1) de l'académie étaient supprimés.

Les assistants pédagogiques ne sont pas informés sur leur rôle, ne sont pas formés, et ils ne sont présents qu'une petite partie du temps, ce qui donne peu de temps pour la concertation avec les enseignants.

Pour faire réussir nos élèves, nous avons besoin de personnel formé (un assistant pédagogique n'est pas un enseignant) ; nous avons besoin de personnel dont les postes sont durables, qui puissent s'intégrer à une équipe.

Les écoles manquent de maîtres spécialisés, de psychologues scolaires, pour aider les enfants en difficulté.

Le gouvernement avait annoncé des moyens supplémentaires, les collègues n'ont absolument pas été consultés, et finalement, la situation dans les écoles est loin de s'être améliorée avec la mise en place de ces réseaux !

Stéphanie RIO, École Edouard Vaillant, Le Havre.

POUR UN AVENIR SANS NUCLÉAIRE...

Le "nouveau" réacteur nucléaire qu'EDF veut construire à Flamanville, l'EPR, est un prototype dangereux, inutile et coûteux qui relance le programme nucléaire en France à l'heure où d'autres choix sont urgents.

L'EPR ne nous met pas à l'abri d'un accident majeur, il ne résout en rien la question des déchets radioactifs et il stérilise tout financement d'une véritable politique de réduction de la consommation d'énergie et de développement des énergies renouvelables.

Avec les 3 milliards d'euros que coûte sa construction, on pourrait produire deux fois plus d'électricité et créer quinze fois plus d'emplois (voir étude sur <http://sortirdunucleaire>). C'est maintenant qu'il faut montrer aux candidats à l'élection présidentielle que nous refusons la fuite en avant : le 17 mars, manifestons pour dire "Non à l'EPR, Oui aux alternatives énergétiques".

Pour participer à la manifestation de Rennes :
bus-sdn76@hotmail.fr (cars au départ de Rouen).

Anne DESJARDINS, Collège G. Le Conquérant, St-Saëns.

ALLEZ YALLAH ! À L'EDEN JEUDI 5 AVRIL

Dans le cadre de la défense du droit des femmes, la FSU participe à la projection du film ALLEZ YALLAH ! de Jean-Pierre Thorn à l'Eden le jeudi 5 avril à 20H00.

Le film sera suivi d'un débat avec des femmes ayant participé à cette caravane.

En juin 2001 et en octobre 2002, l'association lyonnaise contre les intégrismes (FCI) est allée rejoindre au Maroc la « Caravane des droits des femmes » qui a circulé durant une quinzaine de jours sous l'égide de la *Ligue démocratique des droits des femmes (LDDF)*. En 2004, elles ont organisé ensemble l'échange qui, cette fois, a conduit les Caravanières vers le nord : avec des marocaines, des algériennes et des tunisiennes, elles ont formé la première « Caravane des droits » dans dix cités des agglomérations de Lyon, Grenoble et Saint-Etienne, dans le but d'échanger sur les thèmes des droits des femmes, du respect mutuel.

Christelle TALBOT, maternelle Ferdinand Buisson, Le Havre.

POUR NOUS
CONTACTER

76 : LE HAVRE : ponvert.cecille@wanadoo.fr
ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr
PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr
EVREUX : jp.pallois@voila.fr
LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr